

3. Perspectives régionales à l'horizon 2012

3.1. Le projet HERMREG

Soucieux de répondre à une demande croissante de disposer d'outils de prévisions économiques qui intègrent la dimension régionale, l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA), l'Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS), le Studiedienst van de Vlaamse Regering (SVR) et le Bureau Fédéral du Plan (BFP) se sont associés pour développer un modèle macroéconomique commun. Partant du modèle national HERMES⁵ du BFP qui fournit annuellement des perspectives économiques à moyen terme pour la Belgique, le projet baptisé HERMREG a livré ses premiers résultats au mois de décembre dernier. Ils consistent en une ventilation régionale des perspectives économiques 2007-2012 publiées par le BFP en mai 2007⁶.

L'exercice régional reste cependant moins étoffé que la projection nationale. En effet, les perspectives régionales obtenues reprennent actuellement la valeur ajoutée, l'emploi intérieur, les salaires et les investissements, variables ventilées en treize branches d'activité en cohérence avec le modèle national. En outre, le PIB régional fait aussi l'objet d'une projection, ainsi que le solde des navetteurs. Une série de variables liées à la population et au marché du travail sont aussi présentées et détaillées, selon certaines caractéristiques individuelles. Ces variables permettent notamment le calcul de taux de chômage, de taux d'activité ou d'emploi.

En 2008, le modèle devrait non seulement être actualisé, mais également enrichi. Ainsi, un volet finances publiques devrait ventiler le compte global des Communautés et Régions entre les différentes entités qui le composent. Un volet relatif aux revenus des ménages devrait également être développé, ainsi qu'un module environnemental proposant des projections d'émissions de gaz à effet de serre.

La méthodologie utilisée dans cette première version du modèle doit encore être considérée comme en phase de développement. Actuellement, HERMREG repose sur une approche dite «top-down», c'est-à-dire sur la répartition régionale d'une projection nationale donnée. Premièrement, pour tous les agrégats macroéconomiques détaillés par branche d'activité, la croissance régionale attendue est divisée en deux parties. D'une part, une composante nationale est issue du modèle national du BFP. D'autre part, une composante régionale, mesurée par la différence de croissance entre la région et le Royaume, fait l'objet d'une estimation économétrique⁷. Deuxièmement, afin d'assurer la pleine cohérence entre les projections régionales et la projection nationale du BFP, les résultats ainsi obtenus servent de clés de répartition du montant national de référence. Ce type d'approche «top-down» comporte des limites, notamment en termes de possibilités de simulation régionale. Le

⁵ HERMES est un modèle macroéconométrique qui fournit des projections de moyen terme sur base de l'analyse de séries temporelles. L'activité économique y est surtout déterminée par la demande. Néanmoins, le modèle se base sur une description précise du processus de production (branche d'activité, produits, facteurs de production) et des interactions entre agents économiques (Etat, ménages, entreprises, reste du monde). L'environnement international qui sous-tend la projection se fonde généralement sur les derniers scénarios de la Commission européenne et de l'OCDE.

⁶ Ces perspectives ont servi de cadre principal de référence national aux baromètres bruxellois de juillet et d'octobre dernier. Depuis lors, l'environnement conjoncturel national et international s'est bien sûr modifié, entraînant notamment une révision de la croissance du PIB national de 2,3% à 2,7% pour l'année 2007. Cependant, la prévision pour 2008 est pratiquement inchangée : 2,1% (contre 2,2%). De plus, les perspectives économiques du mois de mai restent le dernier exercice de projection complet avec un horizon de prévision de cinq années.

⁷ Ce faisant, le modèle HERMREG s'inspire du modèle néerlandais REGINA (Koops et Muskens, 2005) qui repose sur la méthode dite « shift-share » : l'évolution attendue d'un agrégat régional (la valeur ajoutée totale par exemple) résulte in fine de l'évolution nationale attendue pour ce même agrégat, de l'effet de la structure sectorielle régionale et de l'effet dynamique propre à la région.

modèle entend les dépasser à l'avenir en progressant vers une méthodologie de type «bottom-up», plus riche mais plus exigeante en termes de statistiques régionales.

Enfin, notons que le modèle HERMREG n'incorpore pas d'éléments conjoncturels (ou de court terme) propres aux régions. Il doit donc essentiellement s'interpréter comme un outil de projection de moyen

terme et s'inscrit en complément des évolutions conjoncturelles envisagées dans le présent baromètre.

Dans ce chapitre, les résultats qui concernent la Région bruxelloise sont brièvement commentés⁸. La section suivante présente les agrégats macroéconomiques généraux. Ensuite, les développements sectoriels attendus sont abordés, puis ceux relatifs à la population et au marché du travail.

3.2 Evolutions macroéconomiques

Les données de la comptabilité régionale de l'ICN s'arrêtent à l'année 2005. En 2006, et en 2007, selon les estimations du modèle, la reprise économique se généraliserait dans les trois régions du pays. L'activité économique bruxelloise aurait ainsi crû de 2,4% en 2006 avant de fléchir quelque peu en 2007 (2,2%). Sous l'impulsion des services financiers notamment, la Région enregistre ainsi la même croissance qu'en Wallonie durant ces deux années. La Flandre continuerait à afficher une croissance plus élevée: 3,4% en 2006 et 2,4% en 2007. A partir de 2008, l'activité bruxelloise progresserait à un taux de 1,8% en moyenne. Sur l'ensemble de la période 2006-2012, le PIB bruxellois devrait donc évoluer à un rythme de 2,0% (contre 2,4% en Flandre et 2,0% en Wallonie), légèrement inférieur à celui de la décennie écoulée qui, replacée dans une perspective historique, apparaît relativement favorable (2,2% contre 2,1% pour le Royaume).

De 2006 à 2012, les investissements bruxellois continueraient globalement à se redresser. Les investissements des entreprises ont, entre autres, soutenu la croissance économique du pays en 2006. Bruxelles aurait particulièrement profité de ce climat propice aux investissements après plusieurs années d'importantes diminutions (en 2002, 2003 et 2005). Succédant à cette forte hausse, les investissements devraient à nouveau décroître l'année suivante avant de retrouver ensuite leur croissance de moyen terme (2,6%). Bien que l'écart par rapport à la moyenne nationale se réduise, le taux d'investissement bruxellois resterait plus bas que dans les deux autres régions. Cela est notamment dû à la faiblesse relative des investissements dans les secteurs primaire et secondaire et dans les services non-marchands.

TABLEAU 11: Croissance annuelle moyenne des principaux agrégats en volume (en %)

		RBC	Région flamande	Région wallonne	Royaume
Produit intérieur brut	1996-2005	2,2	2,2	1,7	2,1
	2006-2012	2,0	2,4	2,0	2,2
Emploi intérieur	1996-2006	0,7	0,9	0,8	0,9
	2006-2012	0,2	1,1	0,8	0,9
Formation brute de capital fixe*	1996-2006	2,4	3,8	3,4	3,4
	2006-2012	2,6	3,0	4,3	3,2
Productivité par tête**	1996-2006	1,6	1,3	0,9	1,2
	2006-2012	1,8	1,3	1,1	1,3
Coût salarial par tête**	1996-2006	0,5	0,6	0,2	0,4
	2006-2012	1,0	0,9	0,8	0,9

* Hors investissements résidentiels.

** Branches d'activité marchande (l'administration publique, l'éducation et les services domestiques sont donc exclus).

Source: HERMREG.

⁸ Pour une vision plus complète, le lecteur intéressé se référera à l'étude "Elaboration d'un modèle de projections régionales: Une première application du modèle HERMREG aux perspectives économiques 2007-2012", D. Bassilière, F. Bossier, F. Caruso, K. Hendrickx, D. Hoorelbeke, O. Lohest, décembre 2007.

Depuis 1980, Bruxelles se caractérise par une croissance de l'emploi intérieur plus faible que celle des deux autres régions, même si les écarts se sont fortement réduits au début des années 2000. A nouveau, la reprise économique de 2006 se traduirait davantage par des gains de productivité et serait accompagnée d'un retour à une croissance positive des salaires réels par tête après trois années consécutives de baisse. Dès lors, l'emploi intérieur n'augmenterait pas. La reprise de ce dernier n'interviendrait qu'à partir de 2007, réagissant avec retard à l'évolution de l'activité économique. A partir de 2008, la croissance de l'emploi intérieur resterait positive mais demeurerait structurellement plus faible que dans le reste du pays. A moyen terme, elle ne devrait atteindre que 0,2% par an, soit 0,7 point de moins que la moyenne du Royaume (0,9%). C'est pratiquement uniquement chez les

salariés qu'une hausse de l'emploi est attendue. Le nombre d'indépendants devrait quant à lui stagner sur l'ensemble de la période 2006-2012.

Si l'on s'attend à ce que les salaires versés à Bruxelles croissent à nouveau plus rapidement que dans le passé à partir de 2006 (1%), ils resteraient néanmoins en ligne avec la croissance nationale (0,9%), elle-même guidée par l'évolution attendue des salaires des trois principaux partenaires commerciaux du pays. Avec des gains de productivité qui progresseraient toujours plus rapidement que dans les autres régions (1,8% contre 1,3% en moyenne dans le Royaume) malgré le léger regain national, l'économie marchande bruxelloise continuerait à afficher une baisse de ses coûts salariaux unitaires (-0,9%) et donc à engranger des gains relatifs de compétitivité.

3.3 Evolutions par branche d'activité

L'économie bruxelloise est caractérisée par une part du secteur tertiaire (88%) plus élevée que dans le reste du Royaume (75%). Cette spécialisation rela-

tive se maintiendrait globalement sur les cinq années à venir, mais ne se renforcerait pas.

TABLEAU 12: Valeur ajoutée et emploi par branche

	Part dans le total de la valeur ajoutée (%)	Croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée (%)	Croissance annuelle moy. de l'emploi intérieur (%)	Croissance de l'emploi intérieur (milliers)
	2005	2006-2012	2006-2012	2005-2012
1. Agriculture	0,0	0,5	-2,2	-0,1
2. Energie	4,4	3,8	0,6	0,3
3. Industries manufacturières	5,4	1,0	-1,9	-4,7
a. Biens intermédiaires	1,4	0,8	-4,5	-2,4
b. Biens d'équipement	1,8	2,7	-1,2	-1,1
c. Biens de consommation	2,2	-0,2	-1,2	-1,2
4. Construction	2,1	2,2	-0,1	-0,1
5. Services marchands	70,8	2,1	0,5	14,3
a. Transports et communication	11,3	5,0	0,6	2,4
b. Commerce et horeca	12,5	-0,5	-0,5	-3,5
c. Crédit et assurances	16,6	3,1	-0,6	-2,9
d. Santé et action sociale	4,9	2,0	1,7	7,0
e. Autres services marchands	25,4	1,3	1,1	11,2
6. Services non-marchands	17,3	1,5	0,1	1,2
a. Administration publique et éducation	16,9	1,6	0,3	3,1
b. Services domestiques	0,4	-2,4	-2,4	-2,0
7. Total	100,0	2,0	0,2	10,8

Source: HERMREG.

Lors de la reprise de 2006, l'activité économique bruxelloise aurait largement été soutenue par la contribution des trois plus grandes branches de la Région, à savoir les branches «crédit et assurances» (+0,7 point de la croissance totale), «autres services marchands» (+0,6 point) et «transports et communication» (+0,5 point). En 2007, le léger fléchissement de la croissance économique correspondrait pratiquement à la réduction de 0,2 point de la contribution de la branche «autres services marchands». Après 2007, la croissance dans la branche «autres services marchands» continuerait à faiblir pour s'établir à 1,3% en moyenne de projection. Mais la croissance du PIB est surtout affectée par le retour à une croissance de 2,7% en moyenne de la branche «crédit et assurances», soit des taux encore élevés mais plus faibles que ceux enregistrés en moyenne depuis la moitié des années nonante (5,0%). A moyen terme, c'est la branche «transports et communication» qui prendrait le relais de la croissance économique régionale. Ce dynamisme pourrait résulter des importants investissements menés dans la branche cette dernière décennie (+5,3% par an). En outre, la Région de Bruxelles-Capitale est relative-

ment spécialisée dans cette branche qui profite du développement des transports publics et de l'expansion continue de la consommation de services de téléphonie mobile et d'Internet.

De 2005 à 2012, la branche des «autres services marchands» procurerait 11.200 emplois supplémentaires en Région bruxelloise et les «transports et communication» environ 2.400. Malgré une croissance économique élevée en début de période de projection, l'emploi dans la branche «crédit et assurances» diminuerait de 2.900 personnes entre 2005 et 2012. Les investissements importants de la branche reflèteraient plutôt la consolidation du secteur et se traduiraient surtout en gains de productivité. Dans la branche «commerce et horeca», l'emploi continuerait à décliner (-3.500 unités). Dans l'industrie, la tendance à la perte d'emploi au sein de la Région serait ralentie : le taux de croissance annuel moyen passerait de -2,4% durant la dernière décennie à -1,9% en projection. Au total, l'emploi intérieur s'afficherait en hausse légère de 10.800 personnes entre 2005 et 2012, soit 0,2% de croissance annuelle moyenne.

3.4 Population et marché du travail

La situation des résidents bruxellois au regard de l'emploi s'améliore néanmoins davantage que l'emploi intérieur, sous l'effet combiné d'une évolution lente de la population active et d'une diminution attendue des navettes vers la capitale.

En ce qui concerne l'offre de travail, notons d'abord que depuis le début des années 2000, Bruxelles a connu une croissance relativement forte de sa population d'âge actif (de 15 à 64 ans) : +1,2% en moyenne. En effet, celle-ci a notamment été influencée par l'opération de régularisation menée en 2001-2002 et par la progression de l'immigration. Cependant, la projection démographique actuelle (BFP- DGSIE) prévoit un recul de ce solde dès 2007

et l'arrivée à l'âge de 65 ans des générations dites du baby boom d'après guerre à partir de 2010. Dès lors, la croissance de la population d'âge actif devrait s'avérer plus limitée à Bruxelles, soit 0,2% par an⁹. En outre, le taux d'activité parmi les 15-64 ans devrait se stabiliser à 70,4% en 2012 reflétant le ralentissement récent de la hausse du taux d'activité des femmes de plus de 50 ans et, surtout, la diminution observée depuis 2000 du taux d'activité des Bruxelloises de 25 à 49 ans, évolution clairement contraire à celle des deux autres régions. Sur base de l'ensemble de ces évolutions socio-démographiques envisagées, la population active devrait croître de 0,3% en moyenne sur la période de projection, soit une augmentation de 9.000 personnes.

⁹ Notons que la projection démographique subit actuellement une révision menée par le BFP, en concertation avec la DGSIE et plusieurs experts en démographie régionaux et universitaires. La modification des hypothèses relatives aux migrations pourrait notamment avoir un effet non-négligeable sur l'évolution attendue du taux de chômage bruxellois.

L'offre de travail sur le marché du travail bruxellois comprend non seulement celle des résidents bruxellois, mais aussi celles des navetteurs des deux autres régions. Le solde net de travailleurs entrant à Bruxelles s'élevait à 303.000 personnes en 2006, soit 45% de l'emploi intérieur. Ce solde

net devrait s'établir à près de 288.000 personnes en 2012. Il diminuerait notamment sous l'effet de la diminution des navettes de Flandre qui résulterait elle-même de la croissance de l'emploi intérieur et de la baisse du chômage attendus dans cette région.

TABLEAU 13: Population et marché du travail

	2005	2012	2005-2012	1996-2005	2006-2012
	Milliers			Croissance annuelle moyenne (%)	
1. Population totale	1 012,8	1 029,9	17,1	0,6	0,2
2. Population d'âge actif	671,6	686,1	14,5	0,8	0,3
3. Population inactive	197,1	202,8	5,8	-0,9	0,4
dont avec allocation ONEM :					
a. Interruptions de carrière à temps plein	2,0	2,2	0,2	6,3	1,2
b. Pré pensions conventionnelles à temps plein	4,4	4,1	-0,3	-5,2	-1,2
4. Population active	474,5	483,2	8,7	1,6	0,3
5. Population active occupée	367,6	395,0	27,4	1,3	1,0
a. Emploi intérieur	657,2	668,1	10,8	0,7	0,2
b. Solde frontalier	14,4	14,6	0,2	1,8	0,2
c. Solde des navettes interrégionales	-304,0	-287,6	16,4	0,1	-0,8
6. Chômage	106,9	88,2	-18,7	2,8	-2,7
a. Demandeurs d'emploi	93,8	78,7	-15,1	2,3	-2,5
b. Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	13,1	9,5	-3,6	6,9	-4,4
Taux d'emploi (5/2)	54,7	57,6	2,8	-	-
Taux d'activité (4/2)	70,7	70,4	-0,2	-	-
Taux de chômage - concept BFP (6/4)*	22,5	18,3	-4,3	-	-

* Le concept BFP du chômage inclut les chômeurs âgés dispensés de l'inscription comme demandeurs d'emploi.
Source: HERMREG.

Compte tenu de l'évolution de l'emploi intérieur, des navettes et de la population active, on s'attend à ce que l'emploi des Bruxellois augmente de 27.000 personnes et que le chômage se réduise de 19.000 unités entre 2005 et 2012. Plus précisément, avant la reprise de l'emploi intérieur en 2007 et compte tenu de l'augmentation observée du nombre de chômeurs de 2.000 unités, le taux de chômage devrait avoir atteint un maximum à 22,9% en

2006. Ensuite, bénéficiant sans doute de la reprise de la diminution du solde des navettes de la Flandre qui s'était quelque peu ralenti en 2005 et 2006, le nombre d'actifs bruxellois occupés se remettrait à croître et le taux de chômage entamerait une baisse progressive pour atteindre 18,3% en 2012. Quant au taux d'emploi, il devrait se redresser graduellement, passant de 54,1% en 2006 à 57,6% en 2012.

3.5 Conclusion

Le premier exercice de projection réalisé dans le cadre du projet HERMREG a permis récemment de répartir régionalement certains résultats des perspectives économiques 2007-2012 du BFP. Les grandes lignes qui en ressortent sont les suivantes.

Estimée à 2,4% en 2006 et 2,2% en 2007, la croissance économique bruxelloise devrait avoir bénéficié du regain de croissance économique (estimé en mai par le BFP à 3,0% et à 2,3% pour la Belgique) favorisé par un environnement international porteur. De 2008 à 2012, le scénario national prévoit un retour progressif à la croissance économique potentielle. Pour la RBC, cela signifierait un retour à une croissance du PIB légèrement plus modeste aux environs de 1,8% en moyenne. Comme par le passé, la croissance économique bruxelloise continuerait à se traduire par des gains de productivité

plus importants (+1,8% dans le secteur marchand) que dans les autres régions (+1,3%) mais par une moindre création d'emploi sur son territoire (+0,2% contre +0,9%). Néanmoins, les résidents bruxellois pourraient bénéficier de disponibilités d'emplois supplémentaires en raison de la bonne tenue du marché du travail en Flandre et de la diminution des navettes qui en découlerait.* Dès lors, dans un contexte socio-démographique marqué par une croissance ralentie de la population active, il est permis d'entrevoir une baisse du taux de chômage, jusqu'à 18% pour les cinq années à venir.

Néanmoins, afin de bénéficier de ce mouvement potentiellement favorable à moyen terme, l'inadéquation des qualifications sur le marché du travail de la Région de Bruxelles-Capitale devrait continuer à faire l'objet d'une attention particulière.

* En effet, dans le modèle HERMREG, la population active occupée (l'emploi des résidents) d'une région est obtenue par l'ajout du solde des navetteurs (et des frontaliers) à l'emploi intérieur de la région. L'emploi intérieur dépend notamment du contexte économique dans la région. Quant aux navettes, elles dépendent de divers effets d'attraction (croissance économique dans la région de destination,...) ou d'émission (chômage dans la région d'origine,...). L'estimation de l'emploi des résidents ne fait donc pas intervenir d'éléments d'appariement entre l'offre (et ses caractéristiques de qualification par exemple) et la demande de travail.